

La place des enquêtes dans le suivi-évaluation des politiques au Burkina Faso

Nicolas Ponty¹

Résumé:

Depuis le début des années quatre vingt dix, le Burkina Faso a réalisé de nombreuses enquêtes auprès des ménages. Cette étude analyse la place des enquêtes auprès des ménages dans le système de suivi évaluation du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) adopté par le Burkina Faso en 2000. Dans la première partie, nous présentons les principales enquêtes disponibles pour suivre et évaluer les résultats atteints par les politiques de développement. Puis, l'évaluation de ces sources de données est menée dans la deuxième partie. Les enquêtes auprès des ménages apparaissent d'abord sous utilisées. De plus, la multiplicité des enquêtes, souvent conditionnées par les financements et approches des donneurs, et aussi leur mauvaise programmation peuvent conduire à une faible performance du système national d'information. La coordination et l'harmonisation de la production statistique autour de méthodologies reconnues au niveau international constituent une condition de la fiabilité du suivi évaluation des politiques de développement. La troisième partie aborde la mesure d'un indicateur clé: l'incidence de la pauvreté monétaire. A partir des mêmes enquêtes, différentes évaluations de l'évolution de la pauvreté monétaire ont été proposées au Burkina Faso. L'étude explique les principales différences méthodologiques entre ces diagnostics. En conclusion, cette étude propose une feuille de route afin de rationaliser la place des enquêtes dans le système de suivi évaluation des politiques de développement au Burkina Faso.

Mots clés: DSRP, enquête, harmonisation, indicateur, suivi-évaluation

Summary:

Since the beginning of the nineties, Burkina Faso has carried out many household surveys. This paper is about the position of household surveys in the monitoring and evaluation system of the Poverty Reduction Strategy Paper adopted by Burkina Faso in 2000. The first part presents the overriding household surveys available to follow-up development policies. Data reliability is analyzed in the second part of the paper. First, household surveys appear to be under utilized. Second, the multiplicity of surveys, most of the time depending on donor funding and technical approaches, and also their bad planning can lead to an inefficient national information system. Coordination and harmonization of statistical products in compliance with international methodologies are a condition to get a reliable follow up of development policies. The third part

¹Economiste principal au PNUD et administrateur de l'INSEE. Email: nicolas.ponty@undp.org ou nicolas.ponty@u-bordeaux4.fr

is about a key indicator: monetary poverty incidence. Although based on the same surveys, different diagnostics of poverty changes have been proposed in Burkina Faso. The paper explains the main methodological differences between these diagnostics. Finally, the paper concludes with a road map to rationalize the contribution of household surveys in the monitoring and evaluation system of development policies.

Key words: *Harmonization, Indicator, Monitoring and evaluation, PRSP, Survey*

Acronymes

AFRISTAT	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
CNCS	Conseil National de Coordination Statistique
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DSRP	Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
EBCVM	Enquête Burkinabé sur les Conditions de Vie des Ménages
ED	Enquête démographique
EDS	Enquête démographique et de santé
EIM	Enquête à indicateurs multiples
EM	Enquête maraîchère
EPA	Enquête Permanente Agricole
EUROSTAT	Office statistique des communautés européennes
IHPC	Indice harmonisé des prix à la consommation
INSD	Institut National de la Statistique et de la Démographie
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
MAHRH	Ministère de l'Agriculture de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques
MUAC	Mid Upper Arm Circumference
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
QUIBB	Questionnaire des Indicateurs de base de bien-être
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest africaine
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	United States Agency for International Development

Depuis le début des années quatre vingt dix, le Burkina Faso a réalisé de nombreuses enquêtes auprès des ménages, plus d'une dizaine. Dans le même temps, l'adoption d'un Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) dès 2000 a renforcé la demande d'information pour assurer le suivi évaluation régulier et fiable des politiques de développement. Dans ces conditions, l'analyse approfondie du système national d'enquête burkinabe devrait permettre de mieux comprendre la place des enquêtes dans le suivi évaluation et aussi de cibler les actions prioritaires pour une amélioration de son efficacité.

Dans le cas burkinabe, un même indicateur peut être évalué à partir de différentes enquêtes. Il en est ainsi du taux d'alphabétisation, du retard de croissance des enfants de moins de cinq ans ou encore de la morbidité. Cette multiplicité des enquêtes peut parfois conduire à des évaluations multiples et contradictoires des indicateurs de développement. La comparabilité des résultats d'une même enquête peut également être rendue difficile lorsque les méthodologies retenues évoluent pour intégrer des améliorations jugées nécessaires. Pour ces raisons, la cohérence du dispositif doit être analysée en profondeur.

Le plan retenu dans cette étude est le suivant. La première partie présente les principales enquêtes auprès des ménages et leurs caractéristiques. La deuxième partie évalue la qualité générale des sources de données puis identifie les principaux problèmes rencontrés par le système d'enquêtes burkinabe. Enfin, la troisième et dernière partie étudie plus en détail la fiabilité d'une mesure essentielle pour le suivi des politiques de développement, celle de la pauvreté monétaire. En conclusion, il est avancé quelques orientations stratégiques pour rationaliser progressivement le dispositif d'enquêtes en Afrique en général et au Burkina Faso en particulier.

I. Les enquêtes auprès des ménages

Depuis l'adoption du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), des efforts significatifs ont permis de retenir un petit groupe d'indicateurs de développement prioritaires, essentiellement des indicateurs de résultats. Il s'agit de l'incidence de l'autosuffisance céréalière des ménages, de la production céréalière par tête, des taux bruts de scolarisation, d'admission et d'achèvement au primaire, du taux d'alphabétisation des adultes, de la prévalence de l'insuffisance pondérale, du taux de mortalité des moins de cinq ans, de la proportion de naissances assistées médicalement, du taux de vaccination, de l'accès à l'eau potable, du pourcentage de ménages utilisant des latrines fonctionnelles, du taux de chômage, du pourcentage de jour-

naliers, du taux d'électrification, du pourcentage de ménages utilisant un foyer amélioré, du pourcentage de ménages ayant accès au crédit, etc.

Pour évaluer et suivre ces indicateurs clés, le Burkina Faso dispose d'enquêtes assez nombreuses. Il s'agit de: l'enquête prioritaire (EP); l'enquête Burkinabé sur les Conditions de Vie des Ménages (EBCVM); l'enquête démographique et de santé (EDS); l'enquête à indicateurs multiples (EIM); l'enquête 1-2-3; l'enquête sur les dépenses des ménages; les enquêtes permanentes agricoles (EPA); le questionnaire des indicateurs de base de bien-être (QUIBB). Ainsi, deux enquêtes prioritaires (1994 et 1998), une enquête sur les conditions de vie des ménages (2003), trois enquêtes QUIBB (2003, 2005 et 2007), deux enquêtes à indicateurs multiples (1996 et 2006), trois enquêtes démographiques et de santé (1992, 1998 et 2003) ont pu être réalisées à ce jour. L'enquête QUIBB est conçue comme une enquête légère devant permettre de suivre les indicateurs clés de développement.

I.1 Enquêtes prioritaires et enquête burkinabé sur les conditions de vie

L'enquête burkinabé sur les conditions de vie des ménages (EBCVM) a été réalisée par l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), le plus récemment en 2003 et également en 1994 et en 1998 sous la forme d'Enquête Prioritaire (EP I et II). L'EBCVM a été financée par le gouvernement avec l'assistance technique du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et de la Banque mondiale.

L'enquête sur les conditions de vie des ménages fournit des données sur la consommation et les dépenses des ménages, leur revenus, leur production agricole, l'emploi, le chômage, et l'accès aux services de base. Deux modules supplémentaires ont été ajoutés dans l'EBCVM: l'impact de la crise en Côte d'Ivoire, particulièrement le transfert de fonds et à titre expérimental, le Questionnaire des Indicateurs de Base de Bien-être (QUIBB), qui est d'une importance cruciale pour le suivi des indicateurs de développement. L'échantillon comprenait 8 500 ménages et était conçu de manière à produire des estimations fiables au niveau régional pour chacune des treize régions du pays.

Un certain nombre d'indicateurs clés de suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et des Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP) provient de cette enquête, comme la prévalence de la pauvreté et l'écart de pauvreté, la situation nutritionnelle et le

taux brut d'inscription au primaire. Les autres informations pertinentes récoltées incluent des données sur l'éducation (alphabétisation, niveau scolaire maximum atteint), la santé (maladies/blessures, santé de la reproduction, utilisation de services), le patrimoine du ménage (services, bétail, inventaire céréalier), l'habitat (eau, conditions sanitaires, accès aux services de base), l'emploi principal et secondaire, le chômage, les dépenses et la consommation (alimentation, produits non-alimentaires, éducation, santé), les revenus (d'origine agricole et non-agricole, les transferts de fonds), et l'accès aux services (école primaire et secondaire, centres de soins, points d'eau).

Bien que la méthodologie de l'enquête soit largement fiable, certains problèmes de comparabilité demandent une attention particulière. En raison de difficultés financières et administratives, EP I, II et EBCVM ont été menés durant différentes périodes de l'année, respectivement octobre-janvier, mai-août et avril-juillet. Etant donné que la population est largement dépendante de la production agricole, la période durant laquelle l'enquête a lieu (en particulier si elle a lieu avant ou après une récolte) a une influence directe sur le niveau de bien-être perçu par les ménages.

I.2 Enquête démographique et de santé

L'enquête démographique et de santé (EDS) a été menée en 1992/93, 1998/99 et 2003². Elle a été conduite par l'INSD, financée par l'USAID, l'UNFPA, l'UNICEF et un projet multisectoriel de lutte contre le VIH / Sida et supervisée techniquement par Macro international. Lors de la dernière enquête EDS, la taille de l'échantillon a été augmentée pour atteindre 9 470 ménages (12 000 femmes et 4 000 hommes), ce qui représente presque un doublement par rapport aux deux enquêtes précédentes. L'enquête est représentative des treize régions du pays. L'enquête EDS fournit des informations sur un large éventail d'indicateurs de santé, de nutrition et de population. Au Burkina Faso, l'EDS est utilisée comme source de données pour les indicateurs de développement tels que l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans, la mortalité infantile, la mortalité maternelle, les naissances assistées par un personnel qualifié, la prévalence du VIH, la prévalence de la contraception ou encore l'accès aux services de santé.

Le questionnaire standard de l'enquête inclut des questions sur: (i) tous les membres du foyer: caractéristiques du foyer, niveau d'éducation; (ii) les femmes de 15 à 49 ans: caractéristiques socio-démographiques de

²Une enquête EDS sera réalisée en 2008.

l'enquêtée, statut nutritionnel, reproduction, contraception, maternité, soins post-natals et allaitement, mariage et activité sexuelle, choix de fécondité, milieu du mari et travail des femmes, sida et autres maladies sexuellement transmissibles; et (iii) les enfants de moins de 5 ans: vaccination, santé et statut nutritionnel.

L'enquête EDS de 2003 au Burkina Faso a été adaptée aux besoins spécifiques du pays et contenait des modules supplémentaires sur le sida (comportement, connaissance et tests), les déficiences nutritionnelles, l'excision des femmes, et la malaria. De plus, l'enquête « Hommes » a été conduite pour poser aux hommes âgés de 15 à 49 ans des questions similaires à celles posées aux femmes (si applicables), avec des modules supplémentaires sur les choix de fécondité, la participation aux soins sanitaires et l'attitude vis-à-vis des rôles hommes et femmes.

I.3 Enquête à indicateurs multiples

L'enquête à indicateurs multiples (EIM) a été mise en place en 1996 par le Ministère de l'Action Sociale et de la Famille, avec l'appui financier de l'UNICEF, de l'UNFPA et de l'OMS, et l'assistance technique de l'INSD. L'objectif était de suivre et d'évaluer le plan national pour la survie et la protection des enfants que le Burkina Faso a mis en place après le Sommet Mondial des Enfants en septembre 1990. En 2006, une nouvelle enquête EIM a été réalisée. Elle inclut notamment un module sur les violences faites aux femmes.

Le questionnaire se concentre sur la santé des enfants de moins de 5 ans y compris les maladies qu'ils peuvent contracter (par exemple diarrhée et malaria), la vaccination, l'allaitement, et la disponibilité de l'eau potable et des sanitaires. Il couvre également l'éducation des enfants de 5 à 15 ans (par exemple les inscriptions et la présence) ainsi que les grossesses et l'alphabétisation chez les femmes. 4 500 foyers ont été couverts, dont 30% ont été vérifiés au niveau de la qualité de l'information récupérée. La méthodologie et les résultats ont été publiés dans "*Situation des enfants au Burkina Faso 1996.*" Les résultats de l'étude ont également été utilisés dans des bases de données et des rapports par des organisations internationales.

I.4 Enquête 1-2-3

Cette enquête a été conduite dans la capitale Ouagadougou par l'INSD en trois phases: la première phase en septembre / octobre 2001; la deuxième en décembre 2001; et la troisième en avril / mai 2003. Les deux

premières phases ont été financées par l'Union Européenne (UE) à travers le *Programme d'Appui Régional à la Statistique*, et la troisième phase a été financée par la Banque Mondiale et l'Agence de Coopération Française. AFRISTAT était en charge de l'assistance technique.

Chaque phase se concentrait sur un thème particulier et comportait un questionnaire correspondant à ce thème. Pendant la phase 1, la collecte portait sur l'emploi. La phase 2 concernait le travail non officiel et les caractéristiques de l'entreprise, et la phase 3 la consommation des ménages.

Pour la première phase, un échantillon de 2 500 foyers a été sélectionné. Des 2 554 foyers identifiés comme unités informelles, 1 008 ont été sélectionnés et utilisés comme unités d'échantillonnage pour l'étape suivante. De même, un sous-échantillon de 1 018 foyers a été sélectionné à partir de l'échantillon d'origine pour la phase 3. A la troisième étape, un fort taux de non-réponse (9%) a été détecté. On considère que la migration interne qui a eu lieu entre les première et troisième phases explique ce taux.

I.5 Enquête sur les dépenses des ménages

Cette enquête a été conduite en 1996 par tous les bureaux nationaux de la statistique de tous les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) avec l'assistance technique de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) français. Les informations sur les dépenses des ménages ont été collectées à partir d'un échantillon de 1 008 foyers à Ouagadougou de manière à établir le panier de consommation de base afin d'harmoniser l'indice des prix à la consommation.

I.6 Enquêtes agricoles

Le Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques (MAHRH) conduit deux enquêtes: l'Enquête Permanente Agricole (EPA) et l'Enquête Maraîchère (EM).

L'EM a été conduite annuellement depuis 1990 entre janvier et avril durant la saison agricole creuse et collecte des données sur les activités agricoles, en particulier sur la production de légumes, à partir d'un échantillon d'environ 10 000 fermiers dans 500 villages.

L'EPA est également une enquête annuelle. L'échantillonnage de l'enquête EPA est fondé sur le recensement agricole et l'échantillon est sélectionné en deux étapes: 706 villages sont d'abord sélectionnés (étape 1), à partir

desquels 4 370 fermes sont tirées (étape 2). De cette enquête sont extraites des données sur la surface, le type et les pratiques de la production, l'emploi, l'équipement, les apports, les stocks, les troupeaux, les prévisions de rendement, l'utilisation des rendements agricoles et les prix. Les résultats sont agrégés au niveau provincial et publiés dans une publication annuelle. Le rapport PARIS21 (2004) sur les capacités statistiques du Burkina Faso recommandait d'étendre le questionnaire EPA de manière à inclure *des indicateurs sur le patrimoine productif des entreprises familiales travaillant de façon non officielle ... et certains indicateurs sur les revenus et les conditions de vie pertinents pour les foyers ruraux, qui combinés aux enquêtes urbaines annuelles permettraient des estimations de revenus et des analyses de tendances.*

Cette recommandation a fait l'objet d'applications. Depuis quelques années, des données de panel sont régulièrement collectées à partir de l'enquête EPA. Elles portent notamment sur des variables nutritionnelles. Des indicateurs anthropométriques comme la mesure du tour du bras des enfants, le MUAC (« mid upper arm circumference » en anglais), ont été introduits.

I.7 Questionnaire des Indicateurs de Base de Bien-être

Une enquête annuelle fondée sur le questionnaire de la Banque mondiale, le *QUestionnaire des Indicateurs de Base de Bien-être* (QUIBB), a été intégrée à l'EBCVM de 2003 puis réalisée en 2005 et 2007. Cette enquête permet d'améliorer le suivi évaluation annuel du CSLP. Le questionnaire retenu en 2005 suit les indicateurs suivants: scolarisation et alphabétisation; état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans; logement, environnement et assainissement; accès à l'eau potable, aux services de santé, aux transports publics et à un marché alimentaire; chômage et emploi. La durée de collecte des données est d'environ quarante cinq jours contre quatre mois pour une enquête prioritaire.

L'enquête n'a pas pu être réalisée en 2006 pour des raisons budgétaires. Elle a été à nouveau conduite début 2007 pour alimenter la revue du CSLP.

II. Evaluation des sources de données

L'évaluation du système d'enquêtes est menée à trois niveaux: la programmation des enquêtes, la cohérence de la production statistique et l'utilisation des données.

II.1 De la programmation des enquêtes

Comme l'indique le tableau 1, deux enquêtes majeures sur les ménages, l'enquête sur les conditions de vie et l'enquête EDS, ont toutes les deux été réalisées en 1998 puis en 2003. Il en a résulté une absence de suivi des indicateurs clé du développement pendant près de cinq ans. Par ailleurs, la charge de travail importante qui a résulté de cette programmation a exercé une forte pression sur l'INSD et a pu nuire à la qualité des travaux. Il a pu également en résulter des problèmes de comparabilité d'un même indicateur mesuré par deux enquêtes et méthodologies différentes. Ce point sera développé en détail à propos de l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans (cf. section II.2)

Tableau 1: Calendrier des principales enquêtes réalisées depuis 1993

	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07
EDS	X					X					X				
EIM				X										X	
EBCVM		X				X					X				
1-2-3*									X		X				
QUIBB											X		X		X

* Ouagadougou uniquement

Les enquêtes sur les conditions de vie sont parfois réalisées à différentes périodes de l'année. Les deux premières enquêtes EDS ont été réalisées entre les mois de décembre de l'année n et les mois de mars de l'année $n+1$. L'enquête EDS de 2003 a quant à elle été programmée de juin à novembre. La programmation des enquêtes prioritaires, EBCVM et QUIBB est encore plus irrégulière: période des récoltes en 1994, période de soudure en 1998 et 2003, mois de janvier pour le QUIBB 2007 contre période de soudure pour le QUIBB 2003 et fin de saison des pluies pour le QUIBB 2005. Cette irrégularité infra annuelle dans la programmation d'une même enquête peut réduire la pertinence des évolutions mesurées des indicateurs de développement. Par exemple, le travail des enfants sera sans doute plus élevé si l'enquête est menée en saison des pluies du fait des travaux agricoles. Ce problème est illustré ci-dessous à propos de la mesure de la morbidité (cf. section II.2) et aussi de l'incidence de la pauvreté monétaire (cf. partie III).

La mauvaise programmation des enquêtes s'explique essentiellement par les conditions institutionnelles de la production statistique. Les activités de collecte d'informations, particulièrement les recensements et les enquêtes,

sont fortement dépendantes de financements extérieurs. Les incertitudes de financement gênent la maîtrise de la programmation et ont par le passé conduit à reporter régulièrement des activités planifiées. Conscient de ces difficultés récurrentes à programmer les activités statistiques, le gouvernement burkinabe a adopté récemment un décret portant création d'un fonds de développement de la statistique afin de financer la statistique de façon durable.

II.2 De la cohérence de la production statistique

Le contenu des enquêtes devrait être harmonisé. Diverses enquêtes sur les ménages s'intéressent à des caractéristiques de base du foyer, comme par exemple l'alphabétisation des membres du foyer. Les différences au niveau des concepts de base, des définitions et des méthodes de mesure d'une enquête à l'autre sont les causes les plus évidentes de l'incohérence entre différentes enquêtes pour beaucoup d'indicateurs clés des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et des Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Des enquêtes différentes peuvent donner des informations contradictoires sur les données pertinentes pour les décisions de politique. C'est le cas par exemple de la mesure des taux d'alphabétisation, de l'état nutritionnel des enfants ou encore de la morbidité.

L'analyse des questionnaires des enquêtes a révélé que la définition de l'alphabétisation varie d'une enquête à l'autre et que les résultats ne sont pas directement comparables. Dans les enquêtes burkinabe, l'alphabétisation est déclarée. En d'autres termes, c'est l'enquêté lui-même qui affirme savoir lire et écrire. Cette déclaration ne fait pas l'objet d'un test. Une telle approche peut conduire à surestimer le niveau d'alphabétisation. Dans les enquêtes prioritaires, EBCVM et QUIBB, l'enquêté doit indiquer s'il sait lire et écrire en français, dans une langue nationale (fulfudé, dioula, gulmacena, moré ou autre langue nationale) ou dans une langue étrangère. La réponse est ou positive ou négative. Dans les enquêtes EDS, la question posée est la suivante: *Pouvez-vous lire et comprendre une lettre ou un journal facilement, difficilement ou pas du tout?* L'approche retenue par les enquêtes EDS ne précise pas si les langues nationales ou étrangères sont retenues pour apprécier l'alphabétisation de l'enquêté. Elle introduit également une différenciation dans le niveau de l'alphabétisation (facilement, difficilement ou pas du tout). L'enquête EIM 2006 ne retient quant à elle que le français comme langue d'alphabétisation et s'intéresse uniquement à la capacité de lecture.

Tableau 2: Etat nutritionnel des enfants de moins de cinq ans

	1993	1998	2003	1994	1998	2003	2005	2007
%	EDS	EDS	EDS	EP I	EP II	EBCVM	QUIBB	QUIBB
Retard de croissance (Taille / âge)	29,4	36,8 [35,0-38,6]*	38,6	53,0	24,1	44,5	51,3	35,9
Emaciation (Poids / taille)	13,3	13,2 [11,7-14,6]*	18,7	18,0	18,2	19,0	25,1	19,3
Insuffisance pondérale (Poids / âge)	29,5	34,3 [32,6-36,1]*	37,6	47,0	44,4	42,3	46,1	31,7

* deux écarts-type

La mesure de la morbidité illustre parfaitement comment une enquête peut conduire à des résultats non comparables du fait de changements méthodologiques même mineurs en apparence. Ainsi, la morbidité a-t-elle été mesurée de façon différente dans les enquêtes EP 94, EP 98, EBCVM 2003, QUIBB 2005 et QUIBB 2007:

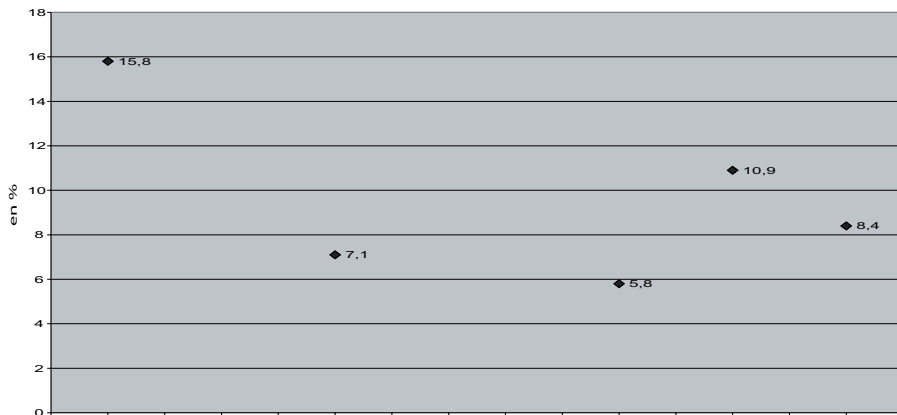
- La question retenue dans l'enquête prioritaire 1994 était: *xx est-il tombé malade durant les 30 derniers jours?*;
- La question retenue dans l'enquête prioritaire 1998 et 2003, QUIBB 2005 était: *xx est-il tombé malade au cours des 15 derniers jours;*

Selon les évaluations issues de ces enquêtes, EBCVM 2003 et QUIBB 2005, la morbidité aurait diminué de 1994 à 2003 puis augmenté entre 2003 et 2005 (cf. figure 1).

Ce diagnostic est cependant fortement biaisé par les changements méthodologiques introduits. Dans l'enquête prioritaire 1998, la période de rappel a été réduite à 15 jours contre 30 jours pour l'enquête prioritaire 1994, ce qui conduit à diviser par deux le taux de morbidité (7,1% en 1998 contre 15,8% en 1994). De plus, l'enquête 1998 a été réalisée pendant la période de soudure, en pleine saison sèche lorsque le risque de paludisme est moins élevé; l'enquête 1994 a été quant à elle réalisée en pleine campagne en fin de saison des pluies lorsque le risque de paludisme augmente. Entre 2003 et 2005, la morbidité aurait presque doublé, passant de 5,8 à 10,9 points de pourcentage. La différence de calendrier entre les deux enquêtes a cependant pu introduire un biais significatif: l'enquête EBCVM 2003 a été réalisée en période sèche et donc de faible paludisme; le QUIBB 2005 en fin de saison des pluies, période fortement propice au paludisme. L'enquête QUIBB 2007 réalisée en janvier et février 2007 indique logi-

quement une morbidité (8,4%) moins élevée qu'en 2005 mais plus élevée qu'en 2003. Les changements de question et aussi le calendrier peuvent introduire des biais dans les réponses qu'il s'agit d'anticiper. Ce point sera traité plus en détail dans la troisième partie à propos de la mesure de la pauvreté monétaire.

Figure 1: Evolution du taux de morbidité selon les enquêtes prioritaires, EBCVM et Quibb



Sources: enquêtes prioritaires 1994 et 1998, EBCVM 2003, QUIBB 2005 et 2007

II.3 De l'exploitation des résultats d'enquêtes

De la lecture des publications officielles de l'INSD, il ressort que les indicateurs de développement ne sont pas systématiquement calculés et publiés. Par exemple, la part des 20% les plus pauvres dans le revenu ou la consommation n'a jamais été calculée officiellement alors même que les enquêtes prioritaires ou EBCVM le permettraient. Le taux d'alphabétisation des 15-24 ans, indicateur OMD, n'est publié que depuis l'EBCVM 2003. Dans le domaine de l'emploi, le taux d'informalité, le taux de sous-emploi, l'incidence du travail des enfants ou encore le taux de chômage des 15-24 ans pourraient être également calculés à partir des enquêtes prioritaires, EBCVM ou QUIBB. La désagrégation des indicateurs de développement par sexe ou région est également loin d'être systématique.

Les rapports d'enquête offrent rarement une vue d'ensemble des indicateurs de développement et de leur évolution. Si les différents chapitres de ces rapports présentent une analyse détaillée par grand domaine, l'effort de synthèse reste le plus souvent à la charge de l'utilisateur. Il apparaît donc

urgent de mettre en place une réflexion sur la mise en place d'un tableau de bord synthétique pour suivre les indicateurs clés du développement.

Actuellement, il n'existe au Burkina Faso pratiquement aucun mécanisme institutionnel reliant les utilisateurs aux producteurs. Bien que le Conseil national de coordination statistique (CNCS) ait été établi en 1997 et qu'il soit responsable de la conception et de l'implémentation de la politique statistique et de l'établissement d'un dialogue entre les producteurs et les utilisateurs, il ne fonctionne pas comme prévu et cela crée des problèmes importants pour la coordination statistique. Par conséquent, les rapports produits à partir des données d'enquête ne correspondent pas toujours aux besoins des utilisateurs. L'une des fonctions-clés du CNCS devrait être d'analyser de façon coordonnée les besoins des utilisateurs, et de passer en revue de manière systématique et régulière le programme national statistique afin de mieux répondre à ces besoins³.

III. Un cas particulier: l'incidence de la pauvreté monétaire

Les enquêtes sur les conditions de vie des ménages (EP I et II, EBCVM 2003) mettent en avant une montée lente mais certaine de la pauvreté monétaire au Burkina Faso: de 44,5% en 1994 et 45,3% en 1998, l'incidence de la pauvreté monétaire atteindrait en 2003 46,4% (INSD 2003 a). Cependant, certaines études récentes (Tesliuc 2004, Grimm-Günther 2004a et 2004b, cf. tableau 3) ont pu mettre en question ce diagnostic en s'appuyant sur l'absence d'homogénéité des trois enquêtes et apportant certaines corrections en conséquence.

Tableau 3: Différentes mesures de l'incidence de la pauvreté

en %	1994-1995	1998	2003
INSD	44,5	45,3	46,4
Tesliuc		54,6	46,4
Grimm-Günther	55,5	61,8	47,2

Cette troisième partie dresse un bilan de l'impact des changements méthodologiques des enquêtes « conditions de vie des ménages » sur la mesure de l'incidence de la pauvreté monétaire. Une première section rappelle les principales caractéristiques des enquêtes sur les conditions de vie

³La déclaration de Bamako sur la statistique en Afrique a récemment réaffirmé le rôle central du Conseil de coordination statistique dans la mise en œuvre du programme statistique (cf. AFRISTAT 2008).

(cf. section III.1). Puis, nous passons en revue les trois principales modifications dans les enquêtes qui affectent leur comparabilité: la durée de la période de rappel retenue pour enquêter les dépenses (III.2), la période pendant laquelle l'enquête a été réalisée (section III.3) et le nombre de produits retenus pour suivre la consommation (section III.4). Dans une quatrième et dernière section, des recommandations méthodologiques sont dressées pour les prochaines enquêtes qui seront menées au Burkina Faso.

III.1 Caractéristiques des enquêtes sur les conditions de vie

Les principales caractéristiques des enquêtes sur les conditions de vie des ménages sont présentées dans le tableau 4. Il s'agit de l'échantillonnage, de la période de l'enquête, du nombre de produits et de la période de rappel.

Tableau 4: Caractéristiques des enquêtes auprès des ménages

	1994-1995	1998	2003
Echantillonnage			
Ménages tirés	8 700	8 500	8 500
Ménages enquêtés	8 642	8 478	8 500
Individus	65 014	63 509	54 043
Période (4 mois)	Octobre 94-Janvier 95	Mai-Août	Avril-Juillet
Nombre de produits	53	74	89
Alimentaires	23	33	39
Non alimentaires	22	31	39
Santé	4	5	5
Education	4	5	6
Période de rappel			
Alimentaires	30 jours	15 jours	15 jours
Non alimentaires	30 jours	30 jours	30 jours

Trois changements méthodologiques ressortent:

- La période de rappel pour les biens alimentaires a été raccourcie de trente à quinze jours à partir de l'enquête 1998;
- L'enquête de 1994-1995 a été réalisée pendant les quatre mois suivant immédiatement les récoltes (octobre 1994-janvier 2005). Au contraire, les enquêtes de 1998 et 2003 ont été conduites pendant la période de soudure entre deux récoltes (respectivement de mai à août en 1998 et d'avril à juillet en 2003);
- Le nombre de produits suivis dans les enquêtes a progressivement augmenté. Cette évolution s'explique d'abord par une plus grande précision dans les items suivis pour une rubrique: par exemple, la rubrique viandes et œufs a été enquêtée comme un seul produit en 1994 (viande et œufs), trois produits en 1998 (viandes, œufs et volaille) et cinq produits en 2003 (viande de boeuf, viande de mouton ou chèvre, autre viande, volaille, œufs). Dans d'autres cas, les précisions apportées correspondent à l'introduction de nouvelles rubriques (par exemple, radio, télévision pour les biens non alimentaires).

III.2 L'impact de la période rappel

Pour désigner l'impact d'un raccourcissement de la période de rappel sur la consommation déclarée, les statisticiens d'enquête parlent généralement d'effet télescopique. Interrogé sur sa consommation pour une période plus courte, l'enquêté indiquera une consommation moyenne plus élevée que s'il avait été interrogé sur une période plus longue. Selon Deaton et Grosh (2000), *en général, plus les événements s'éloignent dans le passé, plus nombreux sont ceux qu'on oublie. Les achats de biens de consommation ne font pas exception à cette règle; l'observation des faits dans les pays industrialisés montre à l'évidence qu'il existe un biais de référence, autrement dit une sous-estimation croissante à mesure que la période de référence s'allonge.*

L'impact d'une réduction de la période de rappel sur l'évaluation de la consommation annuelle moyenne a pu être évaluée par Deaton (2004 et 2003) pour l'Inde: la réduction de la période de rappel de 30 à 7 jours (soit 24 jours) a pour conséquence d'augmenter la consommation moyenne d'environ 30%, soit une hausse d'environ 1,1% par jour en moins ($=1,3^{1/24}$). Scott et Amenuvegbe (1990) ont pu évaluer à partir des enquêtes menées au Ghana et d'analyses complémentaires que l'ajout d'un jour conduisait à réduire la consommation moyenne de 2,9%.

Dans le cas du Burkina Faso, sur la base des évaluations de Deaton, les dépenses alimentaires auraient été sous-évaluées d'environ 17,8% lors de l'enquête prioritaire réalisée en 1994 par rapport aux dépenses alimentaires mesurées dans l'enquête prioritaire réalisée en 1998. L'effet « télescopique », s'expliquant par une période de rappel plus longue de quinze jours pour enquêter les biens alimentaires dans l'enquête prioritaire de 1994, conduit à sous-estimer l'incidence de la pauvreté monétaire en 1994, toutes choses égales par ailleurs.

III.3 L'effet « année de sécheresse »

La période choisie pour enquêter peut avoir une conséquence non négligeable sur les dépenses déclarées. Ainsi, Dercon et Krishnan (2000) ont montré l'impact de la période d'enquête sur l'évaluation de la pauvreté monétaire en Ethiopie à partir de données de panel d'environ 1400 individus enquêtés à trois reprises sur une période de dix-huit mois (1994 et 1995). L'incidence de la pauvreté monétaire atteint 39% lors du premier passage, qui correspond à une période de fin de soudure, alors qu'elle n'est plus que de 32% lors du deuxième passage qui correspond à la période suivant immédiatement les récoltes.

Dans le cas du Burkina Faso, la période retenue pour l'enquête réalisée en 1998 et 2003 correspond à la période de soudure entre deux campagnes agricoles alors que l'enquête 1994 a été menée dans la période suivant immédiatement les récoltes (cf. tableau 4). Il a pu en résulter une surestimation relative des dépenses dans l'enquête 1994 relativement aux enquêtes 1998 et 2003 et donc une sous-évaluation de l'incidence de la pauvreté en 1994 et 2003.

Après la publication de l'enquête EBCVM réalisée en 2003, les utilisateurs des enquêtes auprès des ménages apprirent que les dépenses observées par l'enquête EP II réalisée en 1998 avaient été corrigées à la hausse d'un facteur dit « saisonnier » de 12,5%, sous l'appui d'une équipe de la Banque mondiale. En fait, ce coefficient semble avoir été calculé pour rendre compatible les évolutions macroéconomiques et celles observées dans les enquêtes auprès des ménages. L'existence de cette correction a été confirmée et justifiée par Tesliuc (2004): *pour tenir compte du fait que les données de 1998 avaient été recueillies pendant la période de soudure, la consommation par habitant de tous les ménages a été majorée de 12,5%. La raison qui a motivé cet ajustement était d'obtenir un chiffre de consommation annuelle plus proche de celui dérivé du système de comptabilité nationale. Toutefois, aucun ajustement de ce genre n'a été opéré pour 2003, alors que l'enquête avait été*

effectuée elle aussi pendant la période de soudure. Reste que de nombreux utilisateurs des enquêtes n'ont appris cette correction ad hoc des dépenses en 1998 qu'en 2004, après la publication des résultats de l'enquête EBCVM 2003 (Lachaud 2004).

Cette correction ad hoc pose problème pour plusieurs raisons:

- Les effets saisonniers doivent être distingués de l'aléa annuel correspondant à l'année de sécheresse 1997/1998. Les conséquences de la période de soudure sur les dépenses des ménages ne s'expliquent pas seulement comme un effet saisonnier. Il s'agit également d'un effet annuel, la période de soudure étant plus longue et intense du fait de la sécheresse⁴;
- Le même facteur de correction ne peut être appliqué à l'ensemble des individus enquêtés, indépendamment de leur situation géographique ou de la structure de la consommation entre biens achetés et biens autoconsommés;
- La correction est partielle et ne tient pas compte des autres biais de l'enquête. Ainsi la comparabilité de l'enquête burkinabé prioritaire 1998 avec l'enquête déjà réalisée en 1994 était limitée par deux différences méthodologiques importantes: la durée de la période de rappel et la période choisie pour réaliser l'enquête. Ces deux biais avaient un impact opposé sur la mesure des dépenses et donc la pauvreté monétaire. Une correction d'un seul de ces biais n'est pas justifiée;
- La consommation mesurée par les comptes nationaux est calculée par solde et est donc moins précise que les dépenses mesurées par les enquêtes;
- La formalisation de l'économie peut conduire à surestimer la croissance du PIB;
- Les concepts de consommation retenus en comptabilité nationale et dans les données d'enquêtes diffèrent.

III.4 Le calcul de la ligne de pauvreté

III.4.a/ L'approche de l'INSD

La ligne de pauvreté officielle est évaluée selon la méthode des coûts essentiels, à savoir:

⁴Il est bien connu des statisticiens que la désaisonnalisation des conséquences des fluctuations pluviométriques infra-annuelles : l'impact annuel, et non saisonnier, d'un déficit pluviométrique est concentré sur la période de soudure et il est délicat de distinguer entre la composante saisonnière et le choc annuel correspondant à la sécheresse.

- La composante alimentaire de la ligne de pauvreté officielle est calculée sur la base des quatre produits de base les plus consommés (sorgho, mil, maïs et riz) et du panier de consommation correspondant qui permet d'apporter 2283 calories par habitant par jour. Le panier est évalué sur la base des prix observés à Ouagadougou au moment de l'enquête;
- La composante non alimentaire de la ligne de pauvreté est égale aux dépenses non alimentaires observées pour les ménages dont la consommation est proche du seuil de pauvreté estimé plus haut;
- Le seuil de pauvreté est égal à la somme des composantes alimentaires et non alimentaires.

Tableau 5: Seuil de pauvreté

En FCFA courants	1994-1995	1998	2003
INSD	41 099	72 690	82 672
Tesliuc		Non Publié	72 110
Grimm-Günther	62 917	77 198	82 672
IHPC (Base 100 en 1996)	87,4	108	116,3

La ligne de pauvreté officielle a augmenté plus vite que l'indice des prix à la consommation: de 76,9% contre 22,7% entre 1994 et 1998 et de 13,7% contre 7,1% entre 1998 et 2003. Cette augmentation relative plus élevée de la ligne de pauvreté s'explique par la part plus importante des produits céréaliers et alimentaires dans le panier de consommation d'un ménage pauvre que dans le panier de consommation retenu pour l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), qui est lui représentatif des ménages ouagalais. En effet, les prix des produits de base retenus pour calculer la ligne de pauvreté alimentaire ont augmenté beaucoup plus vite que l'indice général des prix à la consommation et on ne peut donc retenir l'IPHC pour déflater la ligne de pauvreté.

III.4.b/ L'approche de Grimm-Günther

Selon Grimm-Günther (2004a, 2005b), l'évolution relative du prix des produits céréaliers ne permet de justifier totalement l'écart observé entre la hausse de la ligne de pauvreté et celle de l'IHPC. La part des différentes composantes dans le panier de consommation a également évolué dans le temps. La part de la consommation de céréale représente ainsi 24% de la

dépense globale en 1994, 42% en 1998 et 30% en 2003. L'année 1994 est caractérisée par le faible poids de la dépense en céréales.

Les auteurs ont donc calculé à partir de la méthode des coûts essentiels une nouvelle ligne de pauvreté pour les années 1994 et 1998 en retenant les ratios mesurés par l'enquête EBCVM 2003 entre les composantes correspondant respectivement aux produits céréaliers, aux produits alimentaires non céréaliers et aux produits non alimentaires. Il en résulte une révision à la hausse de la ligne de pauvreté officielle pour les enquêtes 1994 et 1998 (cf. tableau 5).

III.4.c/ L'approche de Tesliuc

Le champ de la consommation couvert d'une enquête à l'autre n'est pas identique. Ces modifications s'expliquent par une couverture plus fine de la consommation. Les mesures de l'évolution de la pauvreté ont parfois retenu des agrégats de consommation comparable. Ainsi, dans le cas du Burkina Faso, Tesliuc (2004) a calculé le seuil de pauvreté comme suit:

- Calcul d'un agrégat de bien-être comparable (prix constants base juin 2003), dont les composantes sont celles retenues dans l'indice des prix à la consommation. Sont exclus les produits qui ont été comptabilisés différemment dans les enquêtes EP II et EP III: poisson, produits à base de poisson, viandes autres que les viandes de volaille, légumes, prêt-à-porter, textiles.
- Exclusion des biens durables;
- Seuil de pauvreté déterminé à partir de l'agrégat de consommation comparable pour retrouver le seuil de pauvreté officiel.

Dans quelle mesure les mesures de la pauvreté sont-elles affectées par les enrichissements qui sont introduits dans les enquêtes auprès des ménages et notamment l'amélioration de la couverture des enquêtes ?

Lanjouw J. et P. Lanjouw (1997) ont étudié l'impact du champ couvert par l'agrégat de consommation sur les principales mesures de pauvreté, l'incidence et les mesures de FGT (Foster, Greer et Thorbecke). Leur démarche consiste à calculer formellement les mesures de la pauvreté pour différents agrégats de consommation (alimentaires puis ensemble des produits), ceci pour différentes lignes de pauvreté. La principale conclusion de leur étude est que le calcul de la ligne de pauvreté par la méthode des coûts essentiels permet une mesure de l'incidence de la pauvreté plus robuste aux changements dans l'agrégat de consommation.

La mesure de l'incidence de la pauvreté est identique pour les deux agrégats de consommation retenus si la ligne de pauvreté est calculée selon la méthode des coûts essentiels. Lorsque la ligne de pauvreté est calculée selon la méthodologie de la ligne constante, le passage de l'agrégat de consommation alimentaire à l'agrégat complet conduit à une baisse de l'incidence de la pauvreté.

Ces résultats théoriques ont fait l'objet de vérifications empiriques de la part des auteurs. Ils ont pu, à partir d'enquêtes auprès des ménages réalisées en Equateur et au Pakistan, mesurer les principaux indices de pauvreté (incidence, profondeur, sévérité) pour différents agrégats de consommation et différentes méthodologies de calcul de la ligne de pauvreté. De ces exercices, il ressort que les mesures de pauvreté sont dans l'ensemble robustes au changement d'agrégat de consommation lorsque la ligne de pauvreté est mesurée selon la méthode des coûts essentiels. La définition d'un agrégat de consommation a beaucoup d'influence sur la mesure de l'inégalité. Ces résultats théoriques ont également pu être vérifiés expérimentalement en El Salvador. Dans une enquête auprès des ménages, deux échantillons furent tirés et, pour chaque échantillon, un questionnaire différent fut administré: un questionnaire court pour le premier échantillon (18 biens alimentaires et 6 biens non alimentaires) et un questionnaire long pour le second échantillon (72 biens alimentaires et 25 biens non alimentaires). La mesure de la pauvreté selon la méthode des coûts essentiels donna exactement la même évaluation de l'incidence de la pauvreté.

III.5 Recommandations

L'expérience assez riche du Burkina Faso en matière de suivi de la pauvreté monétaire (trois enquêtes conduites en une décennie) a permis aux statisticiens de l'INSD d'acquérir une expérience non seulement sur le ciblage des pauvres mais aussi sur l'évolution de la pauvreté monétaire. Le bref panorama qui vient d'être dressé permet d'aboutir à quelques recommandations pour les futures enquêtes qui seront réalisées:

- Assurer les conditions financières de réalisation de l'enquête selon le calendrier infra-annuel prévu;
- Intégrer des passages répétés dans la prochaine enquête pour maîtriser les effets de saisonnalité;
- Maintenir le calcul de la ligne de pauvreté par la méthode des coûts essentiels car cette méthode permet de neutraliser les conséquences d'une augmentation du nombre de produits sur les mesures de la pauvreté;

- Approfondir la méthode d'évaluation de la composante alimentaire du seuil de pauvreté;
- Discuter la ligne de pauvreté avec les représentants de la société civile.

Tableau 6: Principales différences méthodologiques pour le traitement ds dépenses alimentaires

	INSD 94, 98 et 03	Tesliuc 98 et 03	Grimm-Günther 94, 98 et 03
Période de rappel 94	pas de correction		correction de 12-15% à la hausse en 1994
Nombre de produits	pas de correction	même produits 03-98	pas de correction
Moment de l'enquête	pas de correction	correction 98 supprimée	réduction de la consommation de 13-16% en 1994 et suppression de la correction 98
Seuil de pauvreté	méthode des coûts essentiels	agrégat de consommation comparable	méthode des coûts essentiels avec un « véritable » indice de laspeyres

Une recommandation de portée plus générale mérite d'être tirée de l'expérience burkinabé: la déontologie du statisticien doit le conduire à documenter et diffuser les traitements méthodologiques apportés aux données brutes et à publier séparément données brutes d'une part, données corrigées d'autre part. Cette approche aurait permis d'éviter bien des confusions sur l'évolution de la pauvreté monétaire au Burkina Faso entre 1998 et 2003. En effet, la correction à la hausse des dépenses introduite lors de l'enquête 1998 afin de rendre comparable les résultats des enquêtes 1994 et 1998 n'a été connue qu'après la publication des résultats de l'enquête EBCVM réalisée en 2003. Ainsi, la correction introduite en 1998 n'a pas été documentée, et donc discutée, alors même que ses fondements théoriques sont contestables: la correction est partielle, et donc partielle, car ne prenant en compte qu'un des deux principaux changements que l'enquête a connu en 1998, la période de réalisation de l'enquête. Le raccourcissement de la période, qui introduit un biais à la hausse sur la pauvreté n'a pas été traité. En 2003, la correction introduite en 1998 était simplement ignorée des équipes en charge de l'enquête EBCVM.

Conclusion

Cette étude a permis de dresser un bilan de la place des enquêtes dans le suivi-évaluation du CSLP. Le cas du Burkina Faso est particulièrement intéressant car ce pays a conduit au cours de la dernière décennie de nombreuses enquêtes: trois enquêtes prioritaires ou enquêtes sur les conditions de vie des ménages, trois enquêtes démographiques et de santé, deux enquêtes à indicateurs multiples, une enquête 123 et enfin trois enquêtes QUIBB. Ces différentes enquêtes ont permis aux équipes de l'INSD d'approfondir leur maîtrise des méthodologies d'enquête, avec cependant un revers certain: ces différentes enquêtes, souvent appuyées par un donneur de fonds, ne sont pas harmonisées et peuvent conduire parfois à des diagnostics différents. A l'évidence, un effort d'harmonisation des méthodologies d'enquête s'impose pour les prochaines années et la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide constitue une opportunité pour avancer dans cette direction. La rationalisation du dispositif d'enquête devrait viser la mise en place d'une enquête centrale auprès des ménages, autour desquels pourraient se greffer des modules additionnels pour approfondir une thématique spécifique.

Pour atteindre un tel objectif, la recherche méthodologique sur les enquêtes devrait être renforcée. L'exemple de la mesure de la pauvreté monétaire au Burkina Faso illustre comment l'homogénéité des enquêtes peut conduire à réduire la comparabilité des enquêtes et donc à remettre en cause la fiabilité de la mesure de l'évolution de certains indicateurs entre deux enquêtes. Cette situation appelle aussi un renforcement de la réflexion méthodologique, souvent absente aujourd'hui encore du travail quotidien des Instituts de la Statistique. Il s'agirait notamment de:

- d'analyser la sensibilité et la précision des principaux indicateurs aux données des différentes enquêtes réalisées et aux définitions retenues;
- d'étudier la sensibilité des indicateurs aux non réponses aux principales questions permettant de mesurer ces indicateurs;
- de proposer un dispositif harmonisé de collecte des données (questionnaire, nomenclature des produits et d'activité, manuel des concepts et définitions, plan d'échantillonnage et de stratification);
- de produire un tableau de bord d'indicateurs harmonisés et fiables à partir des différentes bases de données disponibles.

En définitive, la mise en place d'un système de suivi-évaluation fiable et crédible dans les pays africains appelle un renforcement significatif des systèmes nationaux de coordination statistique et de la supervision des

méthologies employées. Dans un système national d'information, c'est d'abord le Conseil national de corodination statistique qui est garant des méthodologies retenues et qui peut définir les orientations stratégiques en matière de recherche méthodologique appliquée. Il apparaît urgent au vu de ce premier diagnostic réalisé sur le cas burkinabè que les instituts africains de la statistique se dotent de plans de travail pour développer les travaux méthodologiques garants de la fiabilité des statistiques et donc du suivi-évaluation des DSRP.

Bibliographie

AFRISTAT (2008). Déclaration de Bamako, La lettre d'AFRISTAT, numéro 43, Janvier 2008.

Deaton, A. (2004). Measuring Poverty, Research Program in Development Studies, Princeton Universities.

Deaton, A. (2003). Measuring Poverty in a Growing World, NBER Working Paper 9822.

Dercon, S. et Krishnan, P. (2000). Vulnerability, Seasonality and Poverty in Ethiopia, Journal of Development Studies, 36(6), 25-53.

Grimm M. et Günter I. (2004 a). How to Achieve Pro-poor Growth in a poor Economy ? The case of Burkina Faso, University de Göttingen, Département d'économie.

Grimm, M. et Günter I. (2004 b). Growth and Poverty in Burkina Faso. A Reassessment of the Paradox, Document de Travail DT/2005-07.

INSD (2007). Analyse des résultats de l'enquête annuelle sur les conditions de vie des ménages et du suivi de la pauvreté en 2007. EA/QUIBB 2007. Ministère de l'économie et des finances.

INSD (2005). Analyse des résultats de l'enquête annuelle sur les conditions de vie des ménages et du suivi de la pauvreté en 2005. EA/QUIBB 2005. Ministère de l'économie et du développement.

INSD (2004). La consommation et le rôle du secteur informel dans la satisfaction des besoins des ménages dans l'agglomération de Ouagadougou. Enquête 1-2-3. Ministère de l'économie et du développement.

INSD (2004). Enquête Démographique et de santé 2003. Burkina Faso, rapport. Ministère de l'économie et du développement.

INSD (2003 a). Burkina Faso. La pauvreté en 2003. Ministère de l'économie et du développement.

INSD (2003 b). L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération de Ouagadougou. Ministère de l'économie et du développement.

INSD (2003 c). Enquête 123, questionnaire, 2003. Ministère de l'économie et du développement.

INSD (2000). Enquête Démographique et de Santé 1998-99. Burkina Faso. Ministère de l'économie et des finances.

INSD (1994). Enquête Démographique et de Santé 1992-93. Burkina Faso. Ministère de l'économie et des finances.

Lachaud, J.P. (2004). La pauvreté a-t-elle diminué ou augmenté au Burkina Faso? Evidence empirique fondée sur une approche non monétaire micro-multidimensionnelle, Université Bordeaux IV, Centre d'Economie du Développement, DT/1003/2004.

Lanjouw, J.O et Lanjouw, P. (2001). How to Compare Apples and Oranges: Poverty Measurement based on Different Definitions of Consumption. Review of Income and Wealth, Series 47, Number 1, March 2001.

Lanjouw, J.O et Lanjouw, P. (1997). Poverty Comparisons with non Compatible data. Theory and illustrations, Policy Research Working Paper 1709, January 1997.

Paris21 (2004). Improved Statistical Support for Monitoring Development Goals. Burkina Faso Report. Paris21 team.

Scott, C. et Amenuvegbe, B. (1990). Effect of Recall Duration on Reporting of Household Expenditures, World Bank, Whashington DC.

Tesliuc, E.D(2004). Burkina Faso: Quid de la pauvreté? miméo.